
Le 05-03-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)



Les attaques contre la fonction publique et la SNCF font partie d'un plan beaucoup plus vaste qui vise à poursuivre le démantèlement des acquis du programme du Conseil national de la Résistance mis en œuvre entre 1944 et 1948.

Tous ensemble le 22 mars !

Par Jacques Nikonoff, président du Parti de la démondialisation

Le 5 mars 2018

Les organisateurs des manifestations syndicales du 22 mars prochain, auxquelles le Pardem appelle à participer en masse, au-delà des seuls fonctionnaires et cheminots, n'avaient sans doute pas à l'esprit le souvenir qu'inspire cette date. Car c'est le 22 mars 1968 qu'est né à l'Université de Nanterre le « Mouvement du 22 Mars », rassemblement d'étudiants d'obédiences anarchistes, situationnistes, trotskistes, « mao-spontex »... qui sera l'un des éléments déclencheurs des « événements » de Mai-Juin 68. Cinquante ans après, contrairement à ce que l'on sent venir autour des « commémorations » qui se préparent, il ne faudrait pas mettre l'accent uniquement sur les gauchistes de l'époque – bien qu'il y aurait beaucoup à dire sur les inconséquences et les trahisons de certains - devenus aujourd'hui des célébrités de la politique-spectacle, largement ralliés au « système », à l'instar des Pascal Bruckner, Daniel Cohn-Bendit, Alain Finkielkraut, Romain Goupil, Bernard Guetta, Serge July, Denis Kessler, **Bernard Kouchner**, Henri Weber... Une des principales leçons de Mai-Juin 1968, ce sont les 10 millions de salariés en grève qui obtiennent des avancées sociales considérables le 27 mai lors des accords de Grenelle : augmentation du salaire minimum de 35%, hausse générale des salaires de 10%, création de la section syndicale d'entreprise, quatrième semaine de congés payés... C'est exactement ce qu'il nous faut aujourd'hui. La manifestation du 22 mars 2018 sera-t-elle l'élément déclencheur du vaste mouvement social qui s'impose, allant des agriculteurs aux lycéens et étudiants, en passant par les salariés du public et du privé ainsi que les fonctionnaires, les chômeurs, les usagers des services publics, les retraités ?

Les fédérations de cheminots CGT, CFDT, Sud-Rail et Unsa ont donc décidé une riposte commune au projet de « réforme » de la SNCF par une manifestation nationale à Paris. De leur côté, les organisations syndicales CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires de la Fonction publique organisent, le même jour, des grèves et manifestations pour la défense de la Fonction publique. À Paris il est prévu que ces deux manifestations convergent.

Rassembler toutes les victimes des politiques de l'Union européenne et de Macron

L'heure est à un mouvement qui rassemble tous ceux qui sont déjà victimes ou menacés par la politique gouvernementale, c'est-à-dire la grande majorité de la population. Toutefois, pour rassembler dans l'action, il faut des analyses et des revendications unificatrices. L'analyse à faire partager est simple : c'est faire comprendre que le point commun à tous les problèmes sectoriels est le néolibéralisme et son relai de l'Union européenne. Par conséquent, pour résoudre ces problèmes qui ont la même origine, il faut faire reculer le néolibéralisme en général, le gouvernement et l'Union européenne qui en sont les vecteurs. Le moment est venu de lutter pour la tenue d'une négociation interprofessionnelle nationale au niveau du Premier ministre – de nouveaux « accords Matignon » comme en 1968 - pour l'augmentation des salaires et des revenus de transfert (retraites, chômage, handicapés...), la mise en place du droit opposable à l'emploi, des mesures protectionnistes pour sauver notre agriculture et notre industrie, la nationalisation de tout le secteur bancaire et financier ainsi que des groupes stratégiques...

L'essence du macronisme : achever la destruction des acquis du Conseil national de la résistance et de la Libération

Emmanuel Macron a une histoire et un programme. Son histoire est celle du choix, par la haute finance et le grand patronat, les grands médias, la noblesse d'État et une partie de la gauche et de la droite, d'un homme

jeune, intelligent et cultivé, qui présente bien - le gendre idéal - capable d'incarner le renouvellement d'un système de domination arrivé à bout de souffle. Son programme est connu : terminer la destruction des conquêtes démocratiques, sociales et économiques du Conseil national de la Résistance mises en œuvre à la Libération. Il a été recruté pour cela, c'est sa feuille de route. C'est pourquoi toutes les grandes réformes ultra-libérales menées partout dans le monde depuis des décennies sont inscrites à son programme, ceci afin de plaire à Bruxelles et à Francfort, et de satisfaire ses commanditaires : l'oligarchie. Il s'agit pour lui de continuer de casser tous les statuts, toutes les sécurités, d'introduire partout l'insécurité, la logique du marché et de la privatisation. Rien de neuf, donc, dans cette perspective vieille de quarante ans. La seule nouveauté, cependant, est la fenêtre de tir actuelle qu'il saisit pour accélérer de façon phénoménale les politiques néolibérales. Emmanuel Macron rêve de faire avec la SNCF comme Margaret Thatcher avait fait avec la grève des mineurs (1984-1985) : un combat épique contre le syndicalisme, dont il sortirait vainqueur.

Depuis le « *tournant libéral* » de François Mitterrand et du Parti socialiste en 1982-1983, tous les gouvernements français qui se sont succédé se sont fixé pour objectif de convertir la France au néolibéralisme, au motif que la mondialisation néolibérale ne laissait plus d'autre choix. Ils ont donc mis en œuvre les choix européens, à la suite du traité de Maastricht de 1992 et du traité de Lisbonne de 2008. Ces gouvernements sont parvenus à faire basculer la France dans un système de « *gouvernance par traités* », c'est-à-dire une sorte de pilotage automatique où les principales orientations économiques et sociales ne dépendent plus des représentants politiques élus par le peuple, mais de traités internationaux.

Nous sommes donc bien face à une tentative de coup d'État, dans le prolongement de celui du 8 février 2008 où le Parlement français, bafouant le vote NON des électeurs au référendum du 29 mai 2005, décidait malgré tout de ratifier le traité de Lisbonne. Cessons de parler de simples « *réformes* » et regardons les choses en face : nous sommes confrontés à une véritable contre-révolution visant à effacer ce qu'il reste de la révolution inachevée de la Libération en 1944-1948. Ne pas faire cette analyse ou ne pas en tirer toutes les conséquences serait rendre inoffensives les mobilisations qui se préparent.

Un contexte jugé favorable par Macron pour lancer une offensive généralisée

Les stratèges de l'Élysée considèrent que le moment est propice pour accélérer la guerre des classes. La défaite syndicale sur le démantèlement du Code du travail a mis les syndicats encore davantage sur la défensive, et aussi la « *gauche de gauche* » qui entendait prendre le relai, particulièrement LFI. Macron, de surcroît, a le champ libre au Parlement. L'opposition politique est en état d'asthénie et de paralysie, le FN, LFI et LR sont divisés, sans perspective stratégique et connaissent chacun à leur manière une crise de *leadership*. La plupart des « *réformes* » lancées sont considérées comme mûres par le pouvoir, les arguments ayant été pilonnés depuis des années par les gouvernements Jospin, Chirac, Sarkozy et Hollande et abondamment relayés par les grands médias.

Macron multiplie alors les fronts pour étouffer l'adversaire. Il veut démontrer sa détermination sans faille à « *réformer* » tous azimuts pour mieux disperser les oppositions et croit possible de tout lancer en même temps et de gagner comme il l'a démontré sur le Code du travail. L'accélération de la mise en œuvre du néolibéralisme connaît alors un rythme effréné.

Appuyer sur le point faible de Macron

La tactique de Macron repose néanmoins sur un pari. Ce qu'il craint le plus, et qui est la condition principale à sa défaite, serait une coagulation des tensions sociales, dont la réforme de la SNCF pourrait être le catalyseur. Il veut éviter par tous les moyens que ne se mette en place un mouvement comparable à celui qu'avait connu la France en 1995. Il est vrai que pour le moment ces fronts sectoriels n'ont pas encore

déclenché une contestation plus ample. Raison de plus pour appuyer sur le point faible de Macron et rassembler le 22 mars bien au-delà des cheminots et des fonctionnaires.

Comme il a réussi à faire passer les ordonnances sans résistance syndicale significative, il se croit invincible. S'il mène la guerre des classes avec audace, il commet cependant l'erreur de mépriser et sous-estimer ses adversaires. Car les conflits, aujourd'hui aussi, sont nombreux et diversifiés : surveillants pénitentiaires, personnels des EHPAD et des hôpitaux, mini-jacqueries paysannes, multiples luttes pour l'emploi et les salaires dans de nombreuses entreprises par exemple chez Carrefour, tension dans les lycées et universités, dans la police, l'éducation, les collectivités territoriales... Les conditions deviennent réunies pour rassembler dans un vaste « *tous ensemble* ».

Les syndicats réussiront-ils l'articulation entre des mouvements de professions aux statuts et aux revendications spécifiques ? En ont-ils la volonté ? Pourtant toutes les attaques du gouvernement visent, au travers du statut des fonctionnaires et des cheminots, notre modèle social, et une vision de la République qui garantit à l'usager le même traitement et l'égalité du service rendu. Ce qui est en cause va bien au-delà de la seule fonction publique, c'est le modèle de société - le néolibéralisme - que le gouvernement veut imposer.

Toutes et tous dans la rue le 22 mars !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire